

UD CGT AUBE

ASSEMBLEE DE RENTREE 2018

Cher.e.s camarades, bonjour et bienvenue à vous en cette nouvelle rentrée et première Assemblée Générale de rentrée pour moi en tant que Secrétaire Générale de l'UD. J'espère que la période estivale vous aura permis de vous reposer et de recharger vos batteries, d'autant que le contexte économique et social, si dégradé pour le monde du travail, aura besoin de toutes nos énergies.

Je vais commencer par résumer en points phare la situation dans le monde et chez nous aujourd'hui.

Le monde ne va pas mieux

Les régimes d'autocrates sont toujours plus nombreux sur le devant de la scène et de la géopolitique et génèrent des conflits. À ne regarder que Poutine, Erdoğan, Orban et Trump, cela fait déjà des centaines de millions de femmes et d'hommes qui souffrent de leurs politiques nationalistes et de courte vue. Les risques que font encourir ce type de politique internationale sont importants. L'ONU, ses organisations et tribunaux, et son système de règlement des conflits dans le cadre d'une approche multilatérale de solutions négociés, débattues et conformes au droit international sont mis à mal par ces guerres d'égo, ces tweets à l'emporte-pièce, ces déclarations fracassantes, ces menaces, ces pressions, ces retraits de signature sur des accords internationaux...

Cette année est aussi un nouveau cru d'excellence des dividendes, avec une hausse de 7,7 % qui suit 2017, année de tous les records. Au deuxième trimestre c'est plus de 13% de hausse à l'échelle internationale, avec 497,4 milliards de dollars, les dividendes devraient dépasser les 1000 milliards annuels, voire 1300 milliards selon certaines prévisions !

A côté de ça les conflits et les points chauds se multiplient, semant la misère, la désolation et la mort. C'est le cas pour les palestiniens, les populations Kurdes et les opposants à Erdogan, les opposants à Poutine, etc, etc. L'actualité internationale nous réserve quotidiennement tant d'exemples de cynisme et de cruauté qu'il faut pointer les événements heureux qui valident notre volonté de changer le monde et œuvrer toujours plus pour la paix et la liberté : l'Ethiopie et l'Erythrée ont mis fin à vingt ans d'état de guerre et Les cinq pays riverains de la Mer Caspienne ont signé un accord sur le statut de cet espace stratégique, mettant fin à un conflit de souveraineté vieux de 27 ans.

Quand ce n'est pas la guerre, ce sont les éléments qui se déchainent comme en Inde qui subit des inondations terribles dues à une mousson exceptionnelle, avec 420 morts et plus d'un million de personnes toujours hébergées dans des abris temporaires.

Cet été la Mer méditerranéenne était bien agitée, la question des migrants.

La confédération dans un communiqué a appelé le gouvernement français à prendre sa responsabilité en accueillant l'Aquarius dans un de nos ports. La Cgt y déclarait : « Les odyssees des différents groupes de migrants sauvés sur des embarcations de fortune sont indignes d'une Union Européenne et de ses États membres. Les actuels agissements des gouvernements européens font des migrants des objets d'une stratégie politicienne ». C'est abject, cynique et inhumain.

Il y a peu, après que certains migrants toujours bloqués sur le Diciotti, bateau des gardes côtes italiens interdit d'accoster par le gouvernement, aient débuté une grève de la faim, Matteo Salvini a osé leur rétorquer que leur grève de la faim ne changerait rien, que c'était le lot quotidien de cinq millions d'italiens pauvres et que « Les italiens d'abord » !

Le gouvernement italien exerce un chantage, menaçant de suspendre sa participation au budget communautaire. Il veut une répartition plus équilibrée des migrants. Depuis la situation s'est réglée mais le prochain bateau avec des migrants va poser les mêmes problèmes

L'Europe, tant vantée, belle idée de solidarité, de coopération, se bat aujourd'hui pour se partager des hommes, des femmes, des enfants que les guerres, la faim, les persécutions poussent à quitter leurs pays, leur famille, tels des ballots de matériels. C'est écœurant. Au même moment l'Espagne renvoie 116 marocains entrés à Ceuta, la Pologne et la Hongrie refuse toute idée d'accueil.

Depuis juillet la présidence tournante du Conseil de l'Union Européenne est exercée par l'Autriche. Celle-ci entend faire valoir notamment la chasse aux migrants avec la création de centres de rétention de migration aux portes de l'Europe, ou encore la chasse aux droits et garanties des travailleurs en s'attaquant à ce qu'ils appellent la surréglementation (la possibilité de transposition plus favorable aux travailleurs pour les états membres). L'Autriche, en interne, conduit une politique antisociale avec par exemple le passage de dix à douze heures des horaires journaliers ou de cinq à quatre

semaines de congés payés ; ceux qui doutent que l'extrême droite préserve le système capitaliste et pas les intérêts des travailleurs en seront pour leurs frais.

En Europe, la période qui s'ouvre va être compliquée, d'autant que les élections au Parlement auront lieu en mai 2019. Nous pouvons craindre une montée de l'extrême droite, des discours xénophobes et anti-migrants en Europe. Il y a un risque d'un basculement du Parlement Européen à droite, avec une forte composante d'extrême droite – et mécaniquement un basculement de la Commission Européenne.

Viaduc Gênes

Le viaduc de Gênes est le cinquième pont à s'effondrer en cinq ans en Italie. Cette catastrophe pose une nouvelle fois la question des concessions faites au privé, dont les entreprises n'ont qu'un objectif, faire du fric y compris au détriment de la santé et de la vie de femmes et d'hommes. 43 personnes sont mortes.

La société gestionnaire, qui a pourtant dégagé en 2017 un bénéfice net de 1,17 milliards, est restée sourde aux divers rapports d'experts alertant sur les risques d'un effondrement. Ces sociétés pratiquent la gestion du risque, la sécurité n'étant qu'une variable d'ajustement, en lieu et place de la prévention et de la qualité des contrôles de sécurité.

Les pouvoirs publics italiens successifs portent aussi une lourde responsabilité, n'ayant pas eu le courage politique de prendre la décision préconisée par les experts de démolition et reconstruction d'un ouvrage.

Notons au passage que les principaux opposants au projet de reconstruction étaient ceux du mouvement « Cinq Etoiles » qui dirigent aujourd'hui, avec « la Ligue du Nord », la coalition de gouvernement et qui crient au scandale !

Le groupe Italien est celui qui a racheté les concessions autoroutières de la Sanef en France et qui lorgne aussi sur les Aéroports de Paris dont la privatisation est en projet pour 2019.

On le voit, les mêmes logiques sont à l'œuvre partout, hausse du coût du capital, baisse des salaires pensions, retraites, attaques des services publics, abandons industriels, remise en cause des garanties des travailleurs, mais peut être une exception en Europe : le Portugal, qui a enrayé le chômage de masse, augmente les salaires et a une croissance supérieure à la moyenne de la zone euro.

Pour autant il n'y a pas encore de miracle portugais et les travailleurs n'ont pas retrouvé leur niveau de droits et protection d'avant l'intervention de la troika il y a cinq ans. Le patronat Portugais n'est d'ailleurs pas très original. Il revendique encore la baisse du coût du travail. Le regain de mobilisations de la

part des travailleurs comme chez Volkswagen, dans la santé, chez les enseignants, les cheminots et de nombreux autres secteurs donnent confiance pour peser à contrario sur le coût du capital !

Je terminerai ce petit tour international en abordant une question importante pour le droit des femmes. La question du droit à l'avortement. L'Irlande a décidé de légaliser l'avortement. Il reste illégal dans la province d'Irlande du Nord, où les contrevenantes risquent la prison à vie ! Comme en Pologne, à Malte, au Vatican et en Andorre. En Argentine, cet été, les sénateurs ont rejeté la légalisation de l'avortement alors que le projet de loi avait été approuvé par les députés en juin. En Amérique latine seuls trois pays autorisent l'avortement Cuba, la Guyane et l'Uruguay.

En France maintenant

La Loi asile-immigration a été adoptée par le parlement le 1er août. Cette loi nauséabonde fait l'objet d'un recours des socialistes, communistes et insoumis devant le Conseil constitutionnel pour atteinte à des principes fondamentaux, notamment le principe constitutionnel indiquant que « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République. » Cette loi ne répond pas aux enjeux de l'accueil des migrants, cela ne rendra pas le traitement de la situation de ces personnes déjà fragilisés, humain et solidaire.

La situation économique

En début d'introduction était fait référence aux 500 milliards de dividendes versés dans le monde au second trimestre, soit plus 82 % sur 9 ans !

Nos capitalistes nationaux ne sont pas en reste. La France figure au top 3 du palmarès des taux de rentabilité du capital et verse plus de 10 % du total mondial des dividendes. Avec au 2^{ème} trimestre 50.9 milliards ! Dans l'hexagone l'augmentation atteint 23,6 % ! C'est mieux que le livret d'épargne populaire !

Et que croyez-vous qu'elles prévoient ces entreprises du CAC 40 ? Et bien des suppressions d'emplois, certaines profitant des facilités des ordonnances Macron. 15 000 postes supprimés ou menacés chez 34 entreprises du CAC 40 : Airbus, 470 postes ; BNP Paribas, 5 000 ; Engie, 2 500 ; Michelin, 1 500 ; PSA, 2 200 pour ne citer que celles-là.

Et que croyez-vous que le gouvernement fait ? Et bien il poursuit sa politique d'allègements fiscaux dont bénéficient ces mêmes groupes, notamment avec le CICE, le CIR et les multiples dispositifs en faveur de l'emploi peu qualifié.

Les Français croient-ils que cela va aux salaires, aux conditions de travail et à l'emploi, aux investissements, à la recherche ? Les travailleurs, savent bien que non !

Le niveau des investissements de ces mêmes groupes, moins de 12 milliards, est au plus bas niveau depuis 12 ans. La balance commerciale marque un déficit de 33,5 milliards d'€ au premier semestre 2018. La France dépend de plus en plus de ses importations pour satisfaire la demande intérieure, c'est le résultat de la désindustrialisation de notre pays, du bradage de ses fleurons, de nos savoirs faire, du manque d'investissements, du recul des financements pour la recherche.

Alors oui, nos campagnes contre le coût du capital, celle pour les 32h comme celle pour l'industrie et les services publics ne sont pas à côté de la plaque, elles répondent bien aux enjeux et aux besoins du monde du travail, pour une autre société.

L'actualité de l'été

De nombreuses luttes ont été recensées tout au long de l'été dans les hôpitaux, le secteur de la santé et de l'action sociale, le commerce, l'agroalimentaire, la Tour Eiffel, Air France..., et certaines sont gagnantes.

La première partie de l'été aura été marquée par la poursuite de la mobilisation cheminote et celles dans le secteur de l'Energie.

L'Europe a demandé à la France de concéder une partie du parc hydroélectrique. Sur 433 structures, 10 sont déjà dans le collimateur mais le Ministre de l'écologie, pas encore démissionnaire, a d'ores et déjà listé et transmis à l'Europe 150 autres sites dont les concessions arrivent à échéance en 2023. En plus des questions de sécurité et de sûreté d'ouvrage et de notre indépendance énergétique, se pose aussi la question des ressources et de la gestion de l'eau en France, puisque tous les barrages hydroélectriques y contribuent. L'eau est un bien public et répond à un besoin élémentaire, vital de tout citoyen. Cette ressource ne peut être soumise aux appétits des capitalistes.

Ces dossiers posent tous la question de la place et du rôle des services publics, leur gestion, leur appropriation par les usagers, les citoyens. C'est le droit aux déplacements, à la mobilité, à un aménagement équilibré du territoire, c'est la réponse aux besoins fondamentaux et aux besoins sociaux et de l'intérêt général. La question des services publics devient cruciale face aux appétits des capitalistes qui ne supportent plus que ces marchés leur échappent. Elle est aussi cruciale pour la démocratie.

«L'affaire Benalla »

Ce feuilleton, toujours pas terminé, aura mis du plomb dans l'aplomb du Macron. L'exemplarité et la transparence tant prônées par notre le président sont sérieusement entachées par cette sombre affaire. Les mensonges, les dissimulations élyséennes, mais aussi les largesses matérielles et privilèges dont a bénéficié Benalla posent également la question d'une République exemplaire. Comment peut-on parler d'exemplarité quand on permet à un proche du Président de la république d'aller passer à tabac des citoyens lors de manifestations pacifistes ? Comment un proche du président peut-il détenir des armes sans port d'armes en règle ? Pourquoi bénéficie-t-il d'autant de largesses ? Comment et par qui de telles dérives au plus haut sommet de l'état ont pu avoir cours ? A suivre les commissions d'enquête à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

Il faut que toute la transparence soit faite et que les responsables soient jugés. Mais cette affaire n'est pas l'essentiel de l'actualité et des préoccupations des salariés, même si elle est représentative de la puissance que s'octroie le Président, et la tentative d'impunité de ses sbires.

Il est urgent de changer de politique

Macron dès sa rentrée de vacances a été clair, il continu et veut même accélérer. Une multitude de projet et de dossiers sont sur la table. Pour autant son dynamisme de jeune premier affiché ne convainc pas 66% des français qui se déclarent mécontents de sa politique, des projets en cours et de ceux annoncés.

Projet de la Loi Pacte.

Le contenu du projet de loi Pacte, qui est le pendant sur les entreprises de la loi Travail, a été donné le 19 juin.

À la lecture du projet, force est de constater que nos craintes initiales sont avérées. Non, le manque de développement de nos entreprises ne provient pas de prétendues «rigidités» qui les empêcheraient d'être «agiles» ou «disruptives», pour employer la novlangue libérale, mais bien d'une financiarisation de l'économie qui contribue à priver les entreprises et l'industrie des financements indispensables dans l'appareil productif, les services publics, la recherche, la formation, les qualifications, les salaires.

Quant aux petites entreprises, leur activité dépend majoritairement de grands donneurs d'ordre qui répercutent sur elles les pressions exercées par leurs actionnaires.

Le projet de loi contient des articles hétérogènes, mais ceux qui concernent l'évolution du capital d'ADP, de la Française des Jeux, d'Engie et de GRTgaz sont à noter. Vendre « les bijoux de famille » ne constitue pas une politique !

Le projet sera examiné à la rentrée parlementaire. Pour la CGT notre calendrier est bien d'éclairer les salariés, combattre cette politique de privatisations à tous crins et débattre sans attendre de ce que devrait être l'entreprise pour répondre aux enjeux actuels. C'est bien dans l'entreprise, là où se crée la richesse que se joue la lutte des classes, et c'est donc ici que la lutte doit se mener de manière pugnace.

La future réforme de la justice. Les derniers éléments dont on a connaissance sont inquiétants.

La représentation par un avocat en matière sociale deviendrait obligatoire. Donc cela oblige au recours, pour contester des élections professionnelles, mais aussi pour les contentieux en matière de sécurité sociale devant les TASS, TCI en cas d'appel.

Cela s'ajoute au risque de disparition de dizaines de tribunaux d'instance, de juges, la remise en cause des jurés populaires et donc du principe de la souveraineté du peuple notamment. Ce projet devrait bientôt être discuté dans nos instances et une note présentée aux organisations.

Le dossier formation professionnelle

Le dossier retraite

La sécurité sociale

Les annonces d'Edouard Philippe dans le JDD

Edouard Philippe a, par voie de presse, confirmé l'offensive antisociale du gouvernement du Président des riches. On assiste à une véritable transformation sociale libérale et la destruction du modèle social français. Il s'agit de la dégressivité des allocations chômage pour les cadres à partir de 6 mois d'indemnisation, de la baisse des contrats aidés qui va mettre une nouvelle fois en difficultés le tissu associatif et l'emploi dans le secteur, la pérennisation du CICE en baisse de cotisations, nouveau cadeau de 21 milliards aux entreprises, la suppression de postes de fonctionnaires principalement dans l'administration fiscale alors que chaque année 60 milliards d'euros qui échappent à l'Etat, et les retraites déjà amputés par la CSG, et la désocialisation des heures supplémentaires.

La CGT rencontrait Matignon hier. Peu d'éléments ont été apportés sur les différents sujets abordés, seul un calendrier de négociation interprofessionnelle est avancé entre octobre et janvier.

La démission de Nicolas Hulot

C'est un véritable coup de tonnerre dans la rentrée politique. Sa décision sonne comme un réquisitoire implacable contre la globalité de la politique menée par Macron. Les conséquences du bouleversement climatique et environnemental se concrétisent tous les jours de façon plus brutale. Face à cette situation d'urgence, les choix de société mis en œuvre par le gouvernement sont une impasse : soumission à l'austérité européenne, politique « pro business », extractivisme sans fin... Ces politiques aggravent la crise sociale, écologique, économique. Le constat d'échec fait par Nicolas Hulot montre bien que, pour préserver la planète, il faut changer de système.

La période estivale a permis **le déploiement de la Cgt** autour d'une multitude d'initiatives. Nous n'étions pas en reste dans notre département. Outre des distributions d'appel à candidature dans les trois fonctions publiques, nous avons distribué dans les zones des Ecrevolles et de la Chapelle le tract sur la revalorisation des salaires, pensions et minima sociaux. J'en profite pour rappeler que les syndicats qui ne l'ont pas encore fait sont invités à le distribuer dans leur entreprise. Il permet d'engager facilement des échanges avec les salariés. Nos colleurs d'affiches ont également recouverts pas mal de panneaux aux couleurs de la CGT. Nous avons aussi travaillé à la remontée des FNI et des cotisations. Les chiffres : nous en sommes à 990 actifs et 305 FNI. S'il est vrai qu'un syndicat a perdu la moitié de ses adhérents, j'ose espérer un oubli, un retard, une difficulté de Cogétise ou une autre raison pour les autres. Je ne vous ferai pas l'affront de vous rappeler l'importance de régler les cotisations en temps et en heure. Nous sommes à votre disposition en cas de problème, de quelque ordre qu'il soit. Nous profiterons de la visite des syndicats que nous entamons dès la semaine prochaine pour aborder, entre autre, ce sujet avec vous.

Mardi avait lieu la rentrée confédérale. L'état d'esprit des camarades montrent une diversité de perceptions. Les qualificatifs passent d'esprit combattif, offensifs, à calme, voire très calme, on parle d'apathie et de

résignation, de salariés en attente, de syndiqués en retrait, morose, dépit, inquiétude, doutes sur la stratégie ou de dynamique. Il est vrai que la période n'est pas facile pour nous, qu'avec les mobilisations loi travail et ordonnances nous n'avons pas eu le rapport de force nécessaire pour imposer nos propositions et gagner du plus pour les travailleurs. Si certains syndicats ont bien mobilisés dans leur entreprise sur leurs revendications propres, la convergence des luttes pour un rassemblement le plus large et créer un rapport de force efficace a été plus compliqué.

Ce n'est certes pas la solution de facilité que la cgt a choisi. L'ancrage c'est le quotidien, c'est la démarche démocratique que l'on doit déployer dans toutes les entreprises, réunir les syndiqués interroger les collègues, construire le cahier revendicatif, mobiliser les travailleurs, leur faire percevoir la cohérence entre la vie dans la boîte et les enjeux de branche, les enjeux interprofessionnels.

La perception de l'intérêt commun du monde du travail quel que soit son statut, son âge, son entreprise, sa situation est indispensable pour gagner des mobilisations de masse, mais il faut d'autres ingrédients, la conviction qu'on peut gagner et l'appropriation collective de ce que l'on veut gagner. Ce sont les ressorts pour que l'affrontement de classe bascule en faveur des travailleurs.

Notre assemblée aujourd'hui doit permettre d'enclencher une dynamique collective cohérente pour une rentrée offensive avec une Cgt en ordre de bataille. Cela nécessite des débats où l'on se dit les choses, en recherchant ce qui nous rassemble pour être efficaces face aux enjeux de la période.

Les perspectives

La prochaine réunion intersyndicale se tient aujourd'hui chez FO qui a invité toutes les OS pour examiner les conditions d'une mobilisation interprofessionnelle tout début octobre. On sait que la CFDT, donc l'UNSA et donc la CFTC, ont décliné l'invitation. La FSU dit ne pas avoir le mandat, Solidaires sera présent. Pas vraiment une nouvelle donne sur l'échiquier des réunions unitaires. Sera discuté si on part pour une journée unitaire interprofessionnelle de grève et de manifestations, une période de grève sur plusieurs jours, une journée nationale de mobilisation, sur quels contenus.

Nous savons déjà que les cheminots seront donc dans l'action le 18 septembre, les Fédérations de la Santé et de l'Action Sociale et des Organismes Sociaux réfléchissent au 4 octobre, la fonction publique sera en intersyndicale le 10 septembre. Les Retraités préparent aussi la riposte avec une mobilisation le 9 octobre, vous avez le tract dans vos dossiers.

Merci pour votre écoute et à vous la parole.